

Déclarations / communiqués

Après Nice, arrêter le terrorisme à sa source

samedi 16 juillet 2016



La France vient d'être, une fois de plus, frappée par un terrorisme criminel.

Et de nouveau notre Président de la République, notre ministre de l'intérieur, notre Premier ministre expriment d'un ton grave leur tristesse et leur volonté de combattre les terroristes, mais sans s'attaquer aux causes de la barbarie.

La cause principale est leur complicité avec une politique de soutien au djihadisme visant à déboulonner le régime de Bachar al-Assad, élaborée par les États-Unis, le Royaume-Uni, l'Arabie saoudite, le Qatar et la Turquie, politique qui se retourne contre nous.

Que se passe-t-il à Nice ? Depuis 2014, on sait que la ville est devenue un centre de recrutement des djihadistes pour la Syrie. Un rapport de la DGSI note qu'elle est devenue une « ville-laboratoire » pour déceler et traiter la radicalisation.

C'est à partir de Nice qu'Omar Osman, gangster franco-sénégalais reconverti à l'islam, a recruté sa brigade de cinquante à quatre-vingts Français qui combat en Syrie aux côtés du Front Al-Nosra, dont notre ancien ministre des Affaires étrangères disait, en 2012, avec un enthousiasme déplacé, qu'il avait « fait du bon boulot » contre Assad.

C'est encore à Nice qu'on a signalé les allées et venues de djihadistes potentiels dans les bagages

diplomatiques de l'Arabie saoudite. Le 7 avril dernier, Christian Estrosi, maire de la ville, déclarait au micro d'Olivier Mazerolle qu'en août, deux « *fichiers S* » étaient entrés en France « *dans un convoi de l'Arabie saoudite* » et « *avaient fait l'objet d'une exemption totale d'inspection* » à l'aéroport international de Nice. Au journaliste qui lui demandait si les policiers avaient été obligés de les laisser passer, Estrosi a répondu : « *Oui, et je sais même que quelques-uns d'entre eux s'en émeuvent beaucoup, l'ont fait savoir et en ont d'ailleurs subi les conséquences.* »

Le gouvernement ne peut plus tergiverser sur cette question, au risque de se retrouver comme Tony Blair, aujourd'hui ou demain, à devoir répondre de ses actes devant une Commission Chilcot, ou pire, devant un tribunal.

Le moment est venu de rétablir rapidement nos relations avec Bachar al-Assad, pour entreprendre la refondation et la reconstruction de la Syrie, d'agir avec la Russie pour combattre ensemble la menace terroriste et d'inciter fortement les États-Unis à faire de même.

Nos policiers, nos militaires, nos réservistes et nos soignants ont donné à Nice une leçon de solidarité et de civisme. Soyons dignes de leur attachement aux valeurs de la République et du respect dû aux victimes, afin d'arrêter la sinistre litanie des attentats et de conjurer le spectre d'une fracture dans notre pays, une radicalisation rampante qui bouleverserait les équilibres profonds de notre vouloir vivre en commun.
